

Israël-Palestine

*Le conflit s'étend*

P.2

Jeux olympiques

*Et le droit du travail ?*

P.5

Bande dessinée

*Chroniques de l'injustice  
ordinaire*

P.6

## EN 2024, REPRENONS LA MAIN EN FRANCE ET EN EUROPE

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

UN TOIT POUR TOUS

ACCUEIL DES MIGRANTS

HAUSSE DES SALAIRES ET DES PENSIONS

CULTURE

ÉDUCATION

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

ÉCOLOGIE

LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE

PAIX DANS LE MONDE

# VOEUX DE LA FÉDÉRATION DE LOIRE-ATLANTIQUE DU PCF SAMEDI 27 JANVIER



## SALLE DU RADAR

24 Boulevard Henri Dunant à Nantes

# À 12H

### Édito :

Une année qui commence, cela pourrait ressembler à un paysage qui se serait enneigé pendant la nuit et dont on voudrait conserver la blancheur. Malheureusement, les fracas du monde persistent et la réalité à têt fait de nous rappeler que le passage d'une année à la suivante est impuissant à remettre les compteurs à zéro. De 2023, nous avons hérité de conflits qui ensanglantent l'humanité : Moyen-Orient, Ukraine, Soudan, Mali, RDC... de crispations qui s'exacerbent en Amérique latine ou en Asie, de raidissements un peu partout, raidissements qui n'épargnent pas non plus nos latitudes.

**Au programme de l'année 2024 sont prévus de nombreux événements qui feront date. Parmi ceux-ci il y aura les élections en juin pour un renouvellement du Parlement européen. En soutenant une liste conduite par Léon Deffontaines, le Parti communiste français marque la volonté de voir rentrer à l'assemblée de Strasbourg des représentants du monde du travail et de renforcer ainsi le camp de la gauche européenne. Il s'agit d'infléchir les politiques ultralibérales dévastatrices mises en œuvre et de proposer à l'échelle de l'Europe de véritables alternatives économiques, sociales et écologiques.**

Cet été, notre pays recevra sur son sol les épreuves des Jeux olympiques. L'événement est de taille puisque, abstraction faite des Jeux d'hiver, cela fera cent ans que ce n'était pas arrivé.

Dans un monde en tumulte, une trêve où les seuls affrontements sportifs font les gros titres est bienvenue. Comme le veut la devise - « plus vite, plus haut, plus fort - ensemble », ces jeux seront l'occasion de nouvelles performances, de nouveaux records sportifs pour les champions de tous les continents. **Puissent ces jeux ne pas se réaliser au détriment des travailleuses, des travailleurs sans qui ils n'auraient pu avoir lieu.**

**En fin d'année, les citoyens des États-Unis** seront à leur tour appelés aux urnes pour se choisir une présidente ou un président. L'importance de ces élections est à la mesure du poids du pays le plus puissant du monde et le déroulement des campagnes sera particulièrement suivi. Le choix des américains aura des conséquences lourdes bien au-delà de leurs frontières, faisons le vœu que le monde s'en porte mieux.

En ce début d'année, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste souhaite à chacune et chacun une très bonne année, forte de victoires collectives et une santé de fer, pour les mener à bien. **C'est avec l'esprit de conquête et de rassemblement que nous vous convions pour des vœux le 27 janvier, salle du Radar.** Nous aurons le plaisir de nous retrouver et pourrons échanger sur les sujets qui nous tiennent à cœur.

**Pierre DAGUET**



## Victoire pour Lai Ching-te à Taïwan

*La Chine monte immédiatement le ton*

« Taïwan n'a jamais été un pays. Cela ne l'était pas par le passé, et cela ne le sera certainement pas dans le futur », c'est à travers ces mots que le gouvernement chinois a commenté les résultats de l'élection présidentielle de Taïwan qui s'est déroulée samedi 13 janvier dernier. Candidat du Parti démocrate progressiste et vice-président sortant, Lai Ching-te est élu avec 40,1 % des votes.

Celui qui défend une pro-souveraineté a promis de protéger Taïwan des menaces et intimidations continues de la Chine. Avions de chasse et navires de guerre chinois apparaissent régulièrement aux frontières territoriales de l'île, auxquels s'ajoute un discours strict rappelant

que la Chine « prendra toutes les mesures nécessaires pour écraser fermement les tentatives d'indépendance de Taïwan sous toutes leurs formes ».

Une délégation non-officielle américaine est venue féliciter le nouveau président taïwanais dans les heures qui ont suivi l'élection. Dans la foulée, les États-Unis ont rappelé qu'ils ne soutiennent pas l'indépendance de l'île.

Tout comme Lai Ching-te expliquait que le processus d'indépendance n'était pas nécessaire car Taïwan l'est déjà avec son propre gouvernement et ses élections.



## Israël-Palestine

*Un conflit qui s'étend*



Plus de 23 000 victimes, des dizaines de milliers de blessés, des milliers de portés disparus et deux millions de personnes déplacées... En trois mois de guerre, la Palestine se trouve dans une situation humanitaire plus que désastreuse. Selon l'Unicef, la moitié des victimes du conflit sont des femmes et des enfants, 55 % des infrastructures d'eau et d'assainissement sont également endommagées et deux hôpitaux sur trois ne fonctionnent plus. Les bombardements ainsi que l'accès humanitaire restreint font désormais ressortir un risque d'insécurité alimentaire aiguë pour le peuple palestinien.

Les négociations et échanges diplomatiques s'accumulent mais pourtant les bombardements continuent et le conflit dépasse maintenant les frontières du territoire israélo-palestinien. Dans le sud du Liban, un haut responsable du Hezbollah a été tué par une frappe israélienne, le 8 janvier dernier, quelques jours après l'assassinat du numéro deux du Hamas à Beyrouth. En Syrie, l'armée israélienne affirme avoir tué Hassan Akasha, appartenant au Hamas également. Des milices pro-Iran sont aussi à l'origine d'attaques de bases américaines en Syrie et en Irak, ce qui a donné lieu à des frappes ciblées de drones américains en représailles. Enfin au Yémen les houthistes, qui contrôlent une partie du pays, ont ciblé les navires marchands des pays qu'ils jugent alliés d'Israël. Ces tirs de missiles en pleine mer Rouge ont créé une perturbation du trafic de conteneurs dans le canal de Suez, qui représente à lui seul plus d'un tiers du volume mondial. Les forces américaines et britanniques ont répliqué par des frappes sur le territoire yéménite.

Une situation géo-politique instable qui puise dans les tensions entre l'Iran et les États-Unis, dont l'escalade semble tout de même délimitée par la volonté américaine de ne pas déployer de forces militaires au sol. Par ailleurs, ces multiples affrontements n'aident en rien à la tractation d'un cessez-le-feu pourtant capital pour la survie du peuple palestinien.



## Europe

*Malade de son modèle agricole*

En circulant sur les nationales de France ces dernières semaines, nous avons pu voir de nombreux panneaux de ville retournés, sans en connaître nécessairement la signification.

Si un message y était associé, ce « On marche sur la tête » pouvait rester sibyllin... jusqu'à apprendre que cela participait d'un mouvement plus général d'agriculteurs en colère, porté par les syndicats Jeunes Agriculteurs et la FNSEA. Ceux-ci dénoncent les directives contraignantes, trop souvent contradictoires, venant des ministères ou de Bruxelles et qui complexifient leur profession.

Les injonctions à produire plus pour assurer l'indépendance alimentaire tout en s'orientant vers une agriculture raisonnée, la demande de réduire les marges pour contenir l'inflation tout en étant mis sous la pression des groupes agro-alimentaires et alors que le niveau de vie des agriculteurs est dans de nombreuses régions au plus bas, concourent à un malaise qui frappe une grande partie du secteur.

En Allemagne, des milliers d'agriculteurs manifestent, bloquant des entrées de villes et d'autoroutes avec des tracteurs - 5000 à Berlin le week-end dernier. Ce mouvement, surfant sur un mécontentement latent dû au renchérissement des coûts de production - dont celui de l'énergie, s'est concrétisé à la suite des décisions gouvernementales de réduire les subventions sur le diesel et de supprimer l'exonération

de la taxe automobile concernant les véhicules agricoles. Malgré un retrait partiel des mesures les grondements persistent, grogne dont le parti d'extrême droite AfD semble vouloir profiter...

Aux Pays-Bas, les élections de l'année dernière ont fait émerger le BBB, ou Mouvement des citoyens-agriculteurs, nouvelle formation qui conteste la réduction programmée de l'élevage, cause d'une production trop importante des émissions des produits dérivés de l'azote. Le gouvernement demandant de diviser par deux la production, comment, pour la plupart des exploitants, continuer à valoriser les investissements, à rembourser les crédits ? Ici encore, le sentiment d'être dépréciés, d'être injustement traités de pollueurs domine...

Plus à l'est, ce sont les agriculteurs polonais, roumains ou encore bulgares qui s'inquiètent de l'arrivée massive des productions agricoles ukrainiennes sur le marché européen, productions n'ayant pas à répondre aux contraintes sanitaires, environnementales et sociales européennes.

Avec les élections européennes de juin prochain, le sujet de la Politique agricole commune (PAC) revêt une importance considérable pour le continent. Portons l'ambition d'une agriculture européenne forte, respectueuse et respectée.

## Après deux ans de guerre, la paix recule encore

Il y a deux ans presque jour pour jour, la Russie de Vladimir Poutine violait le droit international et attaquait l'Ukraine, prenant possession de territoires au nord du pays. Aujourd'hui, les fronts sont figés à l'est et au sud, aucune partie ne semble prendre l'avantage.

Cette situation fait craindre un conflit long et faute, de solution politique, les perspectives de paix paraissent compromises. Cette impasse militaire provoquera-t-elle des négociations ? Pas sûr. Lors de leurs vœux respectifs, Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine ont clairement exprimé leur détermination à remporter la victoire. Pourtant, les difficultés matérielles et humaines des deux armées se font sentir, d'autant que la période hivernale va être longue, difficile pour les soldats comme pour l'armement et les véhicules.

La position ukrainienne est plus délicate puisque le conflit entre Israël et le Hamas détourne le regard occidental. De plus, la campagne pour la présidentielle américaine qui démarre et le positionnement de Trump sur le conflit pourrait obliger Biden et les États-Unis à revoir leur soutien et leur engagement. Cette défaillance de poids oblige déjà les européens à augmenter leur aide militaire et économique à l'Ukraine, malgré l'opposition de la Hongrie qui bloque une aide de 50 milliards d'euros. Une bonne nouvelle pour Poutine, qui, fort de ses relations avec la Chine, l'Inde ou la Corée du Nord, peut jouer la montre et espérer un affaiblissement ukrainien.

Selon les Nations unies, cette guerre a tué plus de 20 000 civils et provoqué le déplacement de 14 millions d'ukrainiens à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, principalement vers la Pologne et l'Allemagne. Du côté des soldats, les

chiffres sont peu fiables mais les renseignements militaires américains parlent de 315 000 soldats russes tués ou blessés, contre 200 000 côté ukrainien.

La paix est la seule solution ! Pour le moment, malgré toutes les initiatives et mobilisations internationales, ainsi que les résolutions de l'ONU pour condamner l'agression russe et exiger un cessez-le-feu, la guerre continue de faire rage. Pour Roland Nivet, porte-parole national du Mouvement de la Paix : « Il faut accroître les mobilisations pour un cessez-le-feu et une issue diplomatique, grâce à la tenue d'une conférence sous l'égide de l'ONU ». Une journée internationale de mobilisation pour la paix aura lieu le 24 février, jour anniversaire de l'agression russe.



## Gouvernement Attal

### Un remaniement ministériel qui laisse perplexe

Un pas de plus à droite, encore un malgré une course effrénée sur l'électorat de droite et d'extrême droite lancée par le projet de loi immigration, le gouvernement Attal s'entiche d'anciens sarkozystes. À tel point que sur les quinze ministres et ministres délégués, huit d'entre eux ont fait leurs armes au sein de l'UMP. **Ce nouveau gouvernement prend donc des allures de regroupement électoral dont les ambitions commencent aux élections européennes dès la fin du printemps 2024 pour certainement aboutir aux présidentielles de 2027, en passant par la mairie de Paris en 2026...**



Allié originel du parti présidentiel, le Modem conserve son ministre en place avec Marc Fesneau qui garde le portefeuille de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. **Mais le virage à droite est fortement marqué par les retours en ministères de Catherine Vautrin au Travail et à la Santé, en place sous la présidence de Jacques Chirac, ainsi que Rachida Dati à la Culture, anciennement garde des sceaux sous Sarkozy.** À noter l'arrivée au gouvernement d'Aurore Bergé et Marie Lebec en tant que ministres déléguées, également issues de l'UMP.

**Outre le remue-ménage politique qu'entraîne ce remaniement ministériel, des questions se posent sur la création de « super ministères » et leur capacité de réponse.** Ainsi, la nouvelle ministre Catherine Vautrin reprend donc un ministère en charge du Travail, de la Santé et des Solidarités, sûrement en attente d'un secrétaire d'état en charge de la Santé.

Déjà ministre des Sports et des Jeux olympiques, Amélie Oudéa-Castera récupère aussi l'Éducation nationale qui doit subir un grand nombre de réformes et ce la même année que le déroulement des jeux. Là encore, il devrait y avoir un secrétaire d'État en charge de l'Éducation prochainement nommé. Côté Transports, le médiatisé Clément Beaune est mis de côté, tout comme le ministère en lui-même. Ce dernier se retrouve temporairement sous la coupe de Christophe Béchu en tant que Ministre de la transition écologique et de la Cohésion territoriale. Les nombreux sujets de mobilité devront sans doute donc attendre d'avoir un représentant propre.

En résulte un gouvernement partiel dont certaines charges ministérielles mettront probablement à mal la réactivité du gouvernement et une véritable atteinte aux services publics. **Les thèmes du Logement, alors que le secteur est en pleine crise, et de la Fonction publique, premier employeur en France, ont eux aussi été occultés pour l'attribution d'un portefeuille ministériel, laissant avant tout la main au Président sur la plupart des sujets publics.**

Pour ce qui est de la voie à suivre, elle reste identique à elle-même : réduire la dépense publique à tout prix et cela sans interférer avec les aides publiques aux entreprises sans contre-partie, ni toucher à la fiscalité des grands groupes.

## Logement social

La préfecture du Rhône met des communes au pied du mur



La loi SRU, pour Solidarité et Renouvellement urbain, oblige les communes concernées à avoir 25 % de logement social au minimum, ou 20 % dans les agglomérations moins tendues. Aujourd'hui, les trois quarts des communes ne respectent pas cette obligation. La sanction la plus commune pour les municipalités qui ne respectent pas cette obligation est une amende, **même si les préfets peuvent aller bien plus loin. Cela est extrêmement rare.**

En 2021, Magda Maaoui, géographe et urbaniste, a étudié l'effet des sanctions financières sur la production des logements des communes carencées au regard de l'article 55 de la loi SRU. Dans son étude parue dans la revue scientifique « Housing Studies », **les conclusions sont sévères sur les effets incitatifs des sanctions financières qui devraient s'appliquer depuis plus de vingt ans en France.** D'une part, les fortes variations sont en grande partie liées à la santé du marché immobilier. Ainsi, après la récession de 2008, la construction a eu un fort pic entre 2014 et 2016. Deuxièmement, les logements en accès à la propriété et les logements étudiants, seniors ou militaires sont décomptés mais ne répondent pas aux objectifs du logement social. **Entre sanctions peu incitatives, crise de la construction et habitants ne voulant pas accueillir du HLM, beaucoup de maires font le choix d'ignorer la loi.**

La préfecture du Rhône a décidé de mettre sept communes du département au pied du mur. C'est

une mesure inédite par son ampleur : ainsi 7 des 21 municipalités ne respectant pas la loi SRU viennent d'être dépossédées d'une partie de leurs compétences en matière de permis de construire. La préfète Fabienne Buccio explique que 100 000 demandes sont en attente dans le département du Rhône et que des résultats particulièrement insuffisants sont constatés dans les communes visées. Elles présentent des **objectifs trimestriels inférieurs aux 33 % de construction de logements sociaux neufs, ce qui mathématiquement empêche tout rattrapage du taux SRU.** La préfecture n'oublie pas non plus les autres maires qui se voient **attribuer des majorations d'amende entre 59 et 312 %.**

**Le droit de préemption urbain**, qui permet aux communes d'être prioritaires dans l'acquisition d'un bien immobilier, est également transféré à l'État. Ce droit qu'ont les communes est souvent sous-utilisé par peur de fâcher des électeurs. Pourtant, **il permet une meilleure maîtrise du foncier qui, dans beaucoup de communes ciblées, est rare et cher** mais indispensable pour construire de nouveaux logements.

Si dans le Rhône certains maires ont pris une claque, cela pose question pour le reste de la France : quelle comportement vont adopter les autres préfètes ? **Près de 327 municipalités font fin 2023 l'objet d'une procédure de carencement dans le pays : vont-elles aussi être ciblées aussi durement ou l'État veut-il faire ici un exemple unique ?**

## Éducation nationale

### Un ministère à temps partiel



**Décidément, le ministère de l'Éducation nationale, pourtant considéré comme prioritaire, change une nouvelle fois de locataire.** Gabriel Attal, appelé à de plus hautes fonctions, a cédé la place à Amélie Oudéa-Castéra, **détentriche d'un portefeuille à rallonge**, puisqu'il englobe avec l'Éducation nationale, la Jeunesse, les Sports et les Jeux olympiques. Il semblerait cependant qu'Emmanuel Macron, qui en a fait un axe de sa conférence de presse et Gabriel Attal, qui déclarait vouloir emmener à Matignon la cause de l'école, aient décidé de se pencher tout particulièrement sur le sujet.

Cependant, qu'en a-t-il été des 179 jours à l'Éducation nationale de notre nouveau Premier ministre ? Sous l'annonce fracassante d'un « choc des savoirs » articulé en vingt points, Gabriel Attal préconisait une plus grande mainmise étatique sur les programmes : objectifs annuels, manuels labellisés obligatoires dans le primaire, nouveaux programmes en maths, en langues...

Il prônait aussi des groupes flexibles de niveau, le retour du redoublement, celui des notes en cycle 2 et la nécessité de l'obtention du brevet pour le passage en lycée, toutes mesures favorisant la concurrence entre les élèves et non plus l'émulation collective par le « groupe classe ».

Enfin, il envisageait le renforcement du volume horaire des enseignants, le développement des temps d'activités sportives, culturelles et artistiques, ainsi que de soutien, sans pour autant évoquer de moyens supplémentaires, notamment en termes d'embauches et de revalorisations salariales. **Pour Isabelle Vuillet, de la CGT Éducation, les récentes mesures sur le choc des savoirs sont « assez passéistes ».**

Gabriel Attal a voulu réformer l'école en quelques mois sans se préoccuper des priorités et de l'expertise des enseignants, tout en maintenant un écran de fumée avec le port obligatoire de costume ou le doublement des heures d'éducation civique. Pour Gwenn Thomas-Alves, président de l'Union syndicale lycéenne : **« Il a continué de détruire l'Éducation nationale. C'est aussi celui qui a lancé le Service national universel (SNU) et a appliqué dans ce ministère une vision assez militaire de l'école, avec les enfants qui doivent écouter en silence et apprendre. Ce modèle ne nous convient pas. »**



## Médecins étrangers

« Oups on va devoir les virer »



Depuis le 1er janvier, des milliers de médecins étrangers risquent d'être licenciés de leur poste dans les hôpitaux français, à cause du projet de loi sur l'immigration. Pour combler le manque de médecins formés en France et lutter contre les déserts médicaux, l'État a massivement embauché des praticiens étrangers, notamment pendant la crise du Covid. Ainsi en 2023, près de 20 000 candidats se sont présentés au concours de l'« épreuve de vérification des connaissances » afin d'obtenir le droit d'exercer en toute tranquillité. Problème, seuls 2 000 postes étaient ouverts.

Jusqu'ici moins bien rémunérés et leur activité limitée aux services en établissement, certains PADHUE (praticiens diplômés hors Union européenne) risquaient d'être licenciés, voire même expulsés avec la loi sur l'immigration. S'il fallait encore le démontrer, cette loi indigne de la République n'a d'autre but que de brosser dans le sens du poil les réactionnaires au point de créer cet situation. Face à l'urgence, Emmanuel Macron a dû annoncer leur régularisation pendant sa conférence de presse du 16 janvier.

Le vote de la loi dite « Asile et immigration », adoptée par l'Assemblée nationale le 19 décembre dernier, a profondément choqué dans les rangs de la société française comme à l'étranger. Cette loi, inspirée de l'extrême droite et paraphée par Emmanuel Macron et son gouvernement est un tournant dans l'histoire de la 5e République et un coup porté aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Même si l'Élysée et Matignon attendent du Conseil constitutionnel, le 25 janvier prochain, une censure des articles les plus controversés : ceux sur la préférence nationale pour des allocations et des aides sociales, la loi défendue par Gérald Darmanin, même retoquée, restera une tache indélébile si elle était promulguée par le chef de l'État.

C'est le sens de l'appel des 201 personnalités, parmi lesquelles Sophie Binet, Marylise Léon, Josiane Balasko,

Jacques Toubon ou Fabien Roussel, qui enjoignent les français à participer aux marches citoyennes prévues dans toute la France le dimanche 21 janvier.

Pour les signataires de l'appel, la loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé ; elle a été écrite par des marchands de haine qui rêvent d'imposer à la France la préférence nationale ; elle torpille le CNR, s'attaque au droit du sol et aux droits fondamentaux au travail, à l'éducation, au logement, à la santé... L'appel demande donc au Président de la République de ne pas promulguer cette loi.

À l'initiative des forces politiques de gauche, d'associations et d'organisations syndicales, cet appel a été décliné en Loire-Atlantique où une marche est également prévue le 21 janvier à 11 heures au Miroir d'eau à Nantes.

## 21 janvier 2024

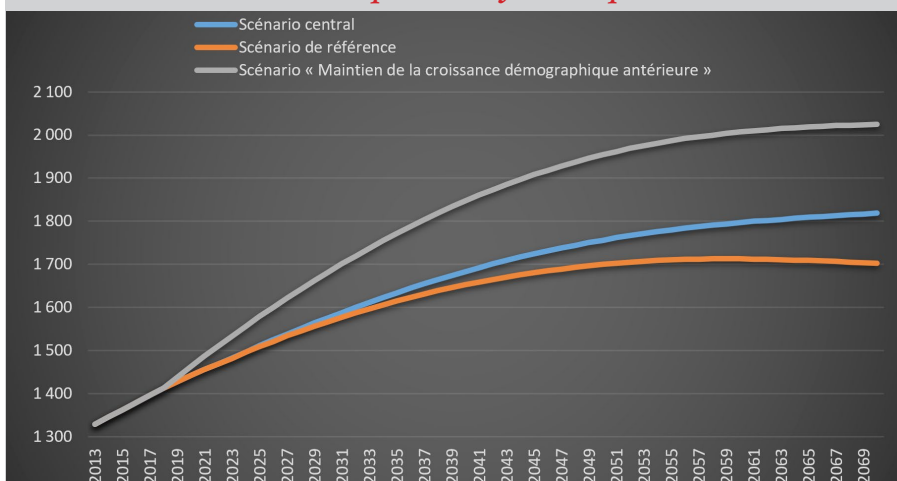
Marches pour la Liberté, l'Égalité, la Fraternité

200 PERSONNALITÉS ET LE PCF  
APPELLENT À MARCHER CONTRE LA LOI IMMIGRATION

Marchons pour  
LA LIBERTÉ, L'ÉGALITÉ,  
LA FRATERNITÉ

## Démographie

En Loire-Atlantique, la dynamique continue



À chaque changement d'année, l'Insee nous livre une actualisation des chiffres issus du recensement qui se fait désormais en continu. Pour aller plus loin et anticiper l'évolution de la population, l'Insee des Pays de la Loire propose une analyse détaillée des données de la Loire-Atlantique avec un scénario de référence pour 2050.

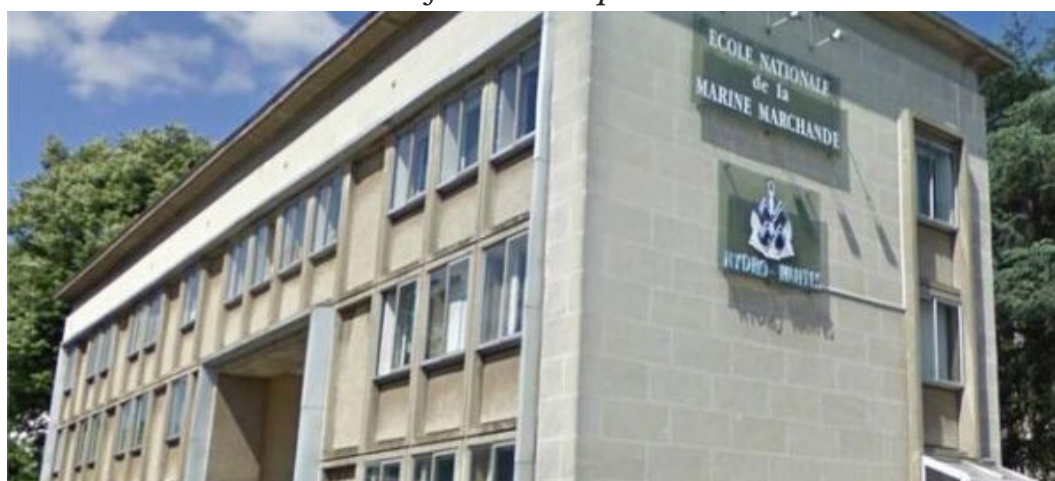
Dans cette étude, la population du département atteindrait 1,7 million d'habitants en 2050 avec une croissance de 0,58 % par an, principalement due au solde migratoire. Le solde naturel négatif s'expliquerait par une baisse des naissances à partir des années 2040, liée à la baisse du nombre de femmes âgées de 25 à 35 ans et aux décès liés à la génération du baby-boom. Aujourd'hui, la Loire-Atlantique est le quatrième département avec la plus forte démographie, principalement poussée par les deux grandes agglomérations et son littoral qui voit des résidences secondaires devenir des résidences principales.

À elles seules, les 24 communes de la métropole nantaise gagnent 8000 habitants par an, soit près de 52 % des nouveaux habitants du département. Pourtant, on observe que la raréfaction de l'immobilier nantais fait fortement grossir les communes dites périurbaines, un phénomène qui, selon l'Insee, devrait fortement s'accroître d'ici 2050. Avec 3800 logements autorisés en 2023 à Nantes métropole, les mauvais chiffres de la construction ont probablement poussé les chercheurs à étudier un scénario où l'étalement urbain se renforcerait davantage, poussé par un prix du foncier également plus favorable pour les ménages. Une situation que connaît également l'agglomération nazairienne, amplifiée par son taux de résidence secondaire.

Anticiper la démographie constitue un enjeu majeur afin de programmer des réponses adaptées aux besoins de la population en matière d'urbanisme, de services et d'infrastructures. La situation du logement, déjà très préoccupante en Loire-Atlantique, devra donc trouver des réponses rapides au vu de la bombe sociale qu'elle représente. En effet, la part du loyer dans les budgets est de 39 % pour une personne seule, 30 % pour un couple.

## Plan grand froid

Les collectivités face à une précarité croissante



Durant la deuxième semaine du mois de janvier, la baisse des températures a provoqué l'activation par la préfecture du Plan grand froid niveau jaune sur l'ensemble du département. Ce plan entre en action lorsque les températures minimales descendent en dessous de moins cinq degrés Celsius.

Principale mesure d'urgence, ce Plan grand froid ajoute des places supplémentaires au dispositif global d'hébergement et d'accès au logement qui est déjà composé de 11 635 places sur le département dont 2200 places d'hébergement d'urgence.

En l'occurrence, sur Nantes, une partie de l'ancienne école nationale supérieure maritime a été utilisée pour l'accueil de quarante personnes, sous la gestion des bénévoles de la protection civile. Sur Saint-Nazaire, un gymnase a été mis à disposition par la ville permettant d'abriter vingt-cinq personnes. Les maraudes du Samu social et de la Protection civile, de leur côté, renforcent leurs dispositifs et leurs horaires sont étendus.

Cependant les capacités d'hébergement d'urgence restent limitées par rapport à la demande réelle et le 115 se retrouve souvent à cours de solutions devant le nombre d'appels.

Les acteurs d'associations comme les Eaux vives Emmaüs, France Horizon ou Aurore, qui gèrent des centres d'hébergement toute l'année, se trouvent eux aussi démunis. Ils expliquent qu'en général les personnes accédant aux refuges effectuent une rotation de l'ordre d'une semaine en hébergement et de trois semaines dans la rue sur le mois. Ce qui permet l'accueil et l'aide d'un plus grand nombre de personnes. Mais, lors de l'activation du Plan grand froid, cette rotation ne peut plus être effectuée, ce qui laisse de nombreuses personnes à la rue.

Dans l'esprit d'agir concrètement, les élus à la ville de Nantes communistes, divers gauche et GDS proposent de positionner la collectivité pour l'acquisition du site de l'ancienne école supérieure maritime auprès de l'État, afin d'héberger les plus fragiles.

Pour donner suite à cette action, ces élus souhaitent le recensement des bâtiments inoccupés et portent la volonté d'obtenir pour les municipalités le pouvoir de réquisition. Enfin, ils mettent en lumière la nécessité de bâtir un projet exemplaire en termes de logements sociaux, ce qui, par ricochet, diminuerait la tension sur l'hébergement d'urgence.



## Éducation Nationale

Interview d'Anouk Guezet, professeure de français

**Le collège Aristide Briand s'est mobilisé à la rentrée contre le manque de moyens humains. Les revendications des enseignants ont-elles été prises en compte ?**

À la rentrée 2023, les enseignants du collège Aristide Briand se sont mis en grève en découvrant que les classes de 6e comportaient plus de 30 élèves, quand les préconisations académiques sont de 28. Depuis des années, lors des Conseils d'administration, enseignants et parents d'élèves alertent le Conseil départemental sur le problème que pose l'existence d'un seul collège public sur l'Île de Nantes en pleine explosion démographique (le nombre d'habitants aura quasiment doublé d'ici 2030). Après quatre jours de grève, les effectifs ont été bloqués, pour cette année scolaire, à 30 élèves par classe. Mais à la rentrée 2024, le problème se posera de nouveau. Soutenus par les syndicats SNES-FSU, CGT, SUD et FO, les enseignants ont sollicité une audience au Président du Conseil départemental afin d'anticiper la rentrée prochaine. La demande a été refusée.



notamment des remplacements de courte durée. C'est que l'Éducation nationale connaît une crise sans précédent : crise d'attractivité (3100 postes non pourvus aux concours enseignants à la rentrée 2023), démissions qui augmentent, manque de formation, France sur le podium des classes les plus chargées en Europe, élèves en difficulté, laissés-pour-compte, perte de sens du métier, épuisement des personnels... Gabriel Attal annonce pour la rentrée 2024, en 6e et en 5e, en français et en mathématiques, la mise en place de trois groupes de niveau pour chaque heure de cours, soit par exemple, pour une heure de cours de français, trois groupes donc trois enseignants, à l'heure où l'on ne parvient plus à en recruter...

**Qu'attends-tu de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra ?**

Je n'attends absolument rien de la nouvelle ministre Amélie Oudéa-Castéra, Ministre à mi-temps, diplômée de l'École

**Où en sommes-nous des grandes réformes de l'Éducation nationale promises par l'État ?**

Emmanuel Macron avait promis 10 % d'augmentation, soit 6 milliards. Ils ne sont pas au rendez-vous du budget de l'Éducation nationale 2023. À la place, un peu moins de 2 milliards de revalorisation des salaires qui ciblent la première moitié de la carrière. S'ajoute 1 milliard pour le « nouveau pacte » que les enseignants rejettent massivement. Ce « nouveau pacte » prévoit une hausse de salaire d'environ 125 euros par mois en contrepartie de tâches supplémentaires,

supérieure des sciences économiques et commerciales, si ce n'est un mépris croissant pour le service public d'Éducation, une détérioration tout aussi croissante des conditions de travail pour les élèves et les enseignants et la continuité de la casse du service public, orchestrée avec vigueur. Le rapport à l'école des quatre derniers ministres de l'Éducation nationale est équivoque : Jean-Michel Blanquer est un ancien élève de l'établissement privé Stanislas, Pap Ndiaye scolarise ses enfants à l'Alsacienne tout aussi privé, Gabriel Attal est un ancien élève de l'Alsacienne et Amélie Oudéa-Castéra scolarise son fils à Stanislas : la macronie n'aime pas l'École publique !

## Jeux olympiques

Et le droit du travail ?



Les Jeux olympiques qui se dérouleront cet été auront engendré une activité considérable. **En effet, près de 11 000 travailleurs sont d'ores et déjà employés pour les chantiers et, à l'approche et pendant l'événement, des centaines de milliers de salariés le seront dans des secteurs** tels que l'hôtellerie, la restauration, les transports ou encore la sécurité pour recevoir comme il se doit les 10 millions de touristes attendus.

L'importance au niveau mondial de cette manifestation sportive est telle qu'il a paru essentiel de donner à celle-ci une dimension exemplaire en termes de droit du travail. C'est dans cet esprit que, en novembre 2022, le groupe communiste au conseil municipal de Paris portait une délibération intitulée : « **objectif zéro mort au travail** » et que **Nicolas Bonnet-Oulaldj affirmait que « Paris [serait] capitale de la lutte contre les accidents graves au travail ».**

Afin d'obtenir de la part des entreprises travaillant dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 le respect du droit du travail, une charte sociale a été signée par les organisations syndicales, patronales, et les collectivités locales concernées.

Cette charte aura permis la participation des syndicats au Comité d'organisation des JO, l'augmentation du nombre d'inspecteurs

du travail, la responsabilisation des entreprises à l'égard de leurs sous-traitants concernant la sécurité et le travail illégal, en limitant notamment le niveau de sous-traitance.

**Pour Bernard Thibaut, coprésident du comité de suivi de la charte, celle-ci aura donné des résultats plutôt satisfaisants, même s'ils n'auront pas été parfaits :** « Selon le dernier décompte (fin décembre 2023), il y a eu 164 accidents dont vingt-cinq accidents graves. C'est trop.

Mais si l'on rapporte au nombre d'heures effectuées, cela représente quatre fois moins d'accidents que sur les autres chantiers en France ». Il considère par ailleurs que la présence beaucoup plus forte que d'habitude des inspecteurs du travail devrait servir d'expérience pour repenser la sécurité sur les chantiers et ainsi diminuer le taux de mortalité.

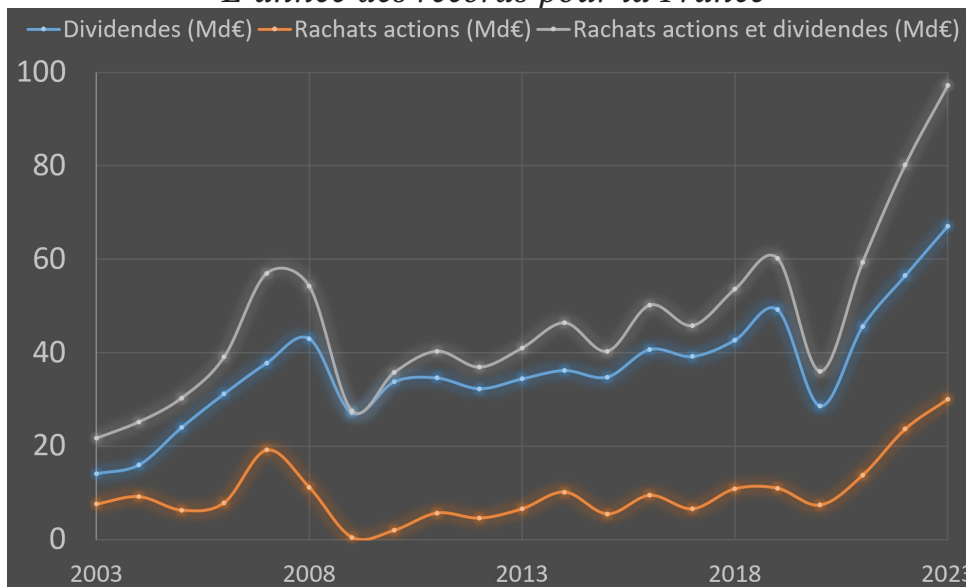
**Toutefois, un certain nombre de problèmes demeurent, avec des limitations imposées de congés, notamment dans le secteur médical, des dérogations sur le travail dominical, des redéploiements des personnels de police et de gendarmerie, sans parler des réquisitions de chambres de crous, des transferts de sans domiciles fixes, ou encore la saturation prévue des transports en communs...**

## Plus vite, plus haut, plus fort 2023

L'année des records pour la France

Si les Jeux olympiques se préparent, ce ne sont pas ces types de records qui seront primés pour Paris 2024, dommage pour l'ensemble des salariés qui touchent le salaire minimum français. Un grand nombre d'entre eux mérite certainement une médaille pour leur travail au quotidien.

**17,3 % de "smicards" au 1er janvier 2023, c'est le premier de nos records et même si la revalorisation automatique du Smic face à l'inflation explique en partie ce très haut niveau, c'est désormais un point de plus qu'en 1991 sous le gouvernement d'Édith Cresson, année du précédent record.** Ainsi, depuis l'élection d'Emmanuel Macron, la part des salariés au revenu minimum a augmenté de plus de 60 %. La majorité des "smicards" reste composée de femmes pour 58 %, alors qu'elles forment moins de la moitié de la population active. Les secteurs les plus représentés restent également l'hébergement et la restauration, difficile ici d'y voir l'effet de la concurrence internationale.



En matière de rémunération, un autre record est à noter : pour **les actionnaires du CAC 40, leurs dividendes versés au titre de l'année 2023 dépassent les 67 milliards d'euro et les rachats d'actions les 30 milliards.** Ainsi, les 40 entreprises du CAC ont versé l'équivalent d'un demi million de Smic bruts annuels à leurs actionnaires.

En dollars, un autre record à **100 milliards de dollars** devrait être franchi en matière de dividendes ; c'est en effet ce que devraient recevoir les actionnaires des cinq plus grandes majors pétrolières occidentales pour l'année 2023 que sont BP, Shell, Chevron, Exxon-Mobil et le français TotalEnergies (coté au CAC 40). À titre de comparaison, c'est plus de 100 fois le montant promis pour le fonds Pertes et dommages lors de la COP28 ou six fois plus

que l'investissement dans les énergies renouvelables. **L'industrie pétrolière persiste donc dans son modèle et ne semble pas prête à une conversion rapide.**

Espérons que les prochains Jeux olympiques contribuent à leurs activités de promotion du sport, de la culture et de l'éducation, nous poussent un peu plus vers un monde meilleur.



## Exposition à la Maison de Quartier de Doulon

Les mutations d'un monde cheminot

Une belle et intéressante exposition réalisée par des associations de cheminots attachés à leurs métiers et leur histoire.

A l'est de Nantes, le Vieux-Doulon est marqué par la présence des cheminots dans un quartier qui compte de nombreux logements cheminots mais aussi des clubs sportifs, un centre social.

La véritable naissance du tri du Blottereau proche du Vieux-Doulon date de 1897, il a été utilisé en 1914 pour l'embarquement du matériel de guerre.

Les trains à vapeur ont concurrencé les diligences et ont fini par les faire disparaître. En 1967, les trains à vapeur ont disparu, remplacés par la traction diesel puis la traction électrique.



Le responsable du site du Blottereau n'a pas participé à cette collaboration. Des Républicains Espagnols ont participé à cette résistance cheminote et à la construction du triage du Blottereau.

La vie sociale, l'activité syndicale ne sont pas oubliées et même si les conditions de travail ou de vie ont changé, la solidarité des cheminots est toujours aussi présente.

Exposition:

Visible jusqu'au 26 janvier 2024  
Maison de Quartier de Doulon  
1 rue de la Basse Chesnaie à Nantes

La Maison de quartier, qui apporte son soutien à cette initiative, prévoit aussi quelques animations sur le thème du train (fabrication de locomotives en carton, mini circuits avec Mini-Rail Nantais notamment) à destination du jeune public et des familles.

Cette exposition montre le rôle des cheminots dans la résistance. Un document inédit précise le rôle de certains dirigeants de la SNCF qui dénonçaient les agents soupçonnés de propagande communiste.

Un reportage filmé, réalisé par le vidéo club des cheminots à partir de la collecte de témoignages, sera également projeté en salle.

## Justice de classe en BD

Chroniques de l'injustice ordinaire

« Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir », nous rappelle, comme une évidence, Jean de La Fontaine. Cette formule devenue maxime est singulièrement représentée par la bande dessinée parue cet automne : Chroniques de l'injustice ordinaire.

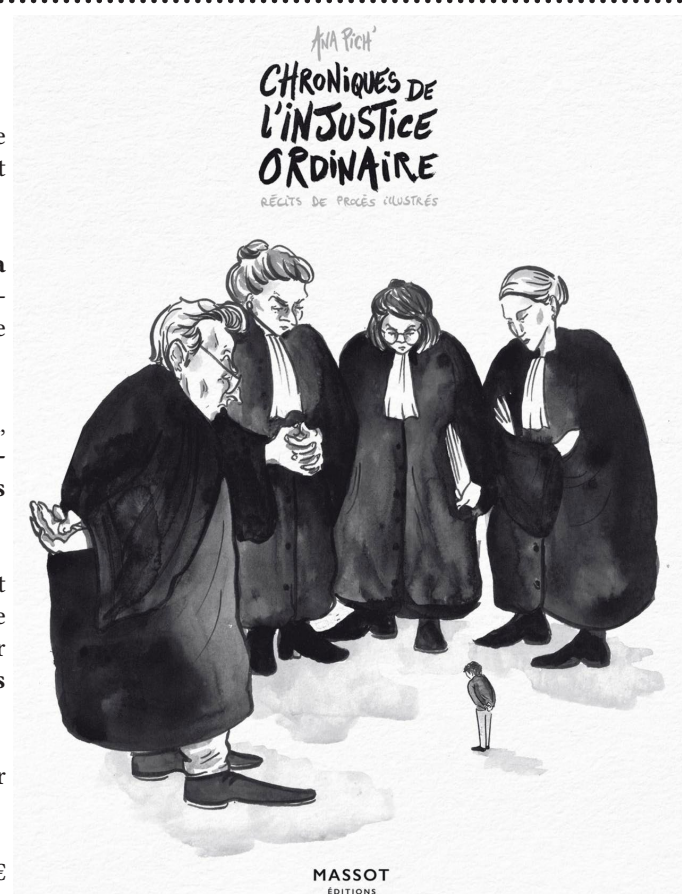
L'autrice née à Nantes Ana Pich, après des études en droit et en criminologie, s'est intéressée notamment à la dimension politique des décisions de justice et aux diverses discriminations à l'œuvre. Au travers de planches illustrant 70 audiences correctionnelles et comparutions immédiates réalisées au tribunal de Nantes entre 2021 et 2023, l'ouvrage met en lumière toute la violence judiciaire qui s'exerce au quotidien au sein des tribunaux.

Acharnement judiciaire subit par les personnes étrangères ou encore les militants politiques, recours abusif à la détention, mais aussi impunité pour les auteurs de violences sexistes et sexuelles, tout semble accuser une justice de classe, inégalitaire, patriarcale et dure aux faibles, une injustice ordinaire, qui s'abat le plus souvent sur les populations les plus précaires et marginalisées, rendue au nom du maintien de l'ordre établi.

En publiant ce livre, Ana Pich souhaite « faire naître des questionnements et créer de l'intérêt chez des gens qui n'auraient peut-être jamais entendu parler de l'institution judiciaire » mais également « chez les professionnel·les de justice ». Elle espère que les avocat.es, magistrat.es, juges, évoqué.es dans son livre, puissent prendre conscience et prendre du recul sur « les discours inacceptables, racistes, sexistes et méprisants qu'on entend dans des salles d'audiences publiques prononcés par des fonctionnaires de l'État ».

Porté par de belles planches en noir et blanc, souhaitons que le message de l'autrice parvienne à être entendu et à faire bouger les lignes du monde de la Justice.

Chroniques de l'injustice ordinaire, Ana Pich (éditions Massot) 23,95 €



## Semaine du Cinéma palestinien

Malgré la guerre les cinéastes palestiniens sont à l'écran

La 7ème Semaine du Cinéma Palestinien se tiendra du 24 janvier au 4 février. Organisée par L'Association France-Palestine Solidarité 44, ce sont 8 films qui seront projetés dans 20 cinémas de Loire-Atlantique.

Chaque séance sera suivie d'un débat avec la présence de 3 réalisateurs : Firas Khoury pour Alam, Camille Clavel pour Bir'em, Roland Nurier pour Yallah Gaza ainsi que celle du distributeur du film Tantura, Jean-Jacques Grunspan et celle d'un chirurgien investi dans l'humanitaire en Palestine, Dominique Le Nen, pour Un Erasmus à Gaza

- Alan, fiction 2022, France, Tunisie, Palestine 1h44 (vost) réal. Firas Khoury
- Yallah Gaza documentaire 2023 France 1h21 (vof) réal. Rolland Nurier
- Bir'em fiction 2022 France 1h15 (vost) réal. Camille Clavel
- Tantura documentaire 2022 Israël 1h34 (vost) réal. Alon Schwarz
- Un Erasmus à Gaza documentaire 2021 Espagne 54 mn réal. Chiara Avesani et Matteo Delbó
- 200 Mètres fiction 2020 Palestine, Jordanie, Qatar, Italie, Suède 1h36 (vost) réal. Ameen Nayfeh
- The reports on Sarah and Saleem fiction 2018 Palestine, Pays-Bas, Allemagne, Mexique 2h07 (vost) réal. Muayad Alayan
- La Palestine, de fil en aiguille documentaire 2017 Liban, Palestine, Jordanie 1h18 (vost) réal. Carol Mansour
- 3000 Nuits fiction Palestine 1h43 (vost) réal. Mai Masri

Les cinémas qui proposent des séances : Le Concorde et Le Cinématographe à Nantes, Le Beaulieu à Bouguenais, Le Saint-Paul à Rezé, Le Lutetia à Saint-Herblain, la Médiathèque Ormedo à Orvault, Le Gén'éric à Héric, Le Saint-Laurent à Blain, Le Paradiso à Nort-sur-Erdre, Le Nozek à Nozay, L'Émeraude à Châteaubriant, au Centre culturel Saint-Michel à Legé, Le Saint-Joseph et Le Ciné Toiles de Retz à Pornic, Le Connétable à Clisson, Le Cep à Vallet, Le Jacques-Demy à Divatte-sur-Loire, le Cinéma Atlantic à La Turballe, le Cinéma Pax au Poulguen, le Cinéjade à Saint-Brévin-les-Pins et L'Eden 3 à Ancenis.

Toutes les séances sur le site : <https://afps44.france-palestine.org>







## ZFE à Nantes Métropole

Seuls les véhicules non classés seront interdits

L'ensemble des agglomérations de plus de 150 000 habitants doivent délibérer pour appliquer une ZFE (zone à faible émissions) au 1er janvier 2025.

À l'occasion du vote du Paqam (Plan d'Action Qualité de l'Air Métropolitain), en conseil de Nantes Métropole, l'élu herblinois Éric Couvez a dit au nom des élus communistes et républicains **le soulagement que cette ZFE peu contraignante allait être pour une grande partie de la population de la métropole mais également pour l'ensemble de sa périphérie.**

En effet, seuls les véhicules les plus polluants n'ont plus droit de rentrer dans la limite intérieure du périphérique nantais et uniquement aux heures de pointe de 7h à 9h puis de 16h à 19h du lundi au vendredi.

**Par véhicules les plus polluants, on entend ici ceux catégorisés non-classés, c'est-à-dire les véhicules essence ou diesel immatriculés avant 1997.** Pour les autres, ils devront impérativement commander une vignette crit'air pour circuler librement. Pour commander votre vignette, rendez-vous sur le site <https://www.certificat-air.gouv.fr> avec votre certificat d'immatriculation et une carte de crédit pour régler les 3,77€ demandés.

L'agglomération est balayée par les vents contrairement à d'autres et les mesures sur la qualité de l'air montraient que des mesures contraignantes n'auraient que peu d'effet. En revanche, **des mesures brutales représenteraient une « bombe sociale » pour les travailleurs**, pour les artisans et toutes celles et ceux, vivant à l'intérieur ou à l'extérieur de la métropole n'ont d'autre choix que de prendre leur voiture, comme l'ont répété les communistes.

## Déchets

Redevance incitative ou punitive ?



**La politique « déchets » de la Communauté d'Agglomération de Clisson Sèvre et Maine, basée sur une redevance incitative qui comprend une part fixe, correspondant à l'abonnement, et une part variable liée aux nombre de « levées de bacs », dont la taille est fonction du nombre d'habitants par foyer. Or, pour les ménages, le coût de la facture déchets a explosé ces sept dernières années : + 120 %, alors que la qualité du service s'est dégradée :** passage au porte-à-porte tous les quinze jours, voire plus lorsque le service dysfonctionne ; accès limité aux déchetteries ; traitement et valorisation des déchets qui s'éloignent...

**Pour 2024, une nouvelle hausse de 8 % a été votée** lors du conseil communautaire du 19 décembre. Pourtant, selon les chiffres des rapports annuels des déchets, les habitants trient de mieux en mieux et le volume des déchets diminue. Des coûts en moins pour l'agglo qui présente un excédent positif du budget annexe des déchets de 1.2 millions d'euros en 2022. Les montants des redevances devraient donc se stabiliser. Ce n'est pas le cas, et la nouvelle hausse est un nouveau coup dur pour les familles, déjà confrontées à l'inflation des prix de l'énergie ou de l'alimentation.

Pour le président, Jean Guy Cornu et la vice-présidente en charge des déchets, Danielle Gadais, ces augmentations importantes sont justifiées par la hausse des taxes de l'État (TGAP) et par les investissements nécessaires pour renouveler le matériel roulant. **Si les tarifs doivent être adaptés aux besoins du service, il ne faudrait pas faire supporter tous les efforts financiers de cette politique publique uniquement sur les habitants-consommateurs.** La responsabilisation des industriels et de la grande distribution dans la valorisation et la réduction des déchets est indispensable. À cet effet, un collectif citoyen « Nos chères poubelles » a été créé et demande une réflexion collective, des réunions publiques et une entrevue avec les responsables de la collectivité pour parler de ce sujet public fondamental. Jusqu'à présent, leurs courriers sont restés sans réponses.

## RER métropolitains : engageons la nouvelle bataille du rail

Élu le 2 octobre dernier, le sénateur du Val-d'Oise Pierre Barros s'exprime sur « la situation préoccupante des lignes du quotidien et du fret ferroviaire ».

« Alors que les transports sont responsables de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, sortir des énergies fossiles d'ici à 2050 est une priorité. Il faut donc trouver des alternatives à la voiture et au camion, et le transport ferroviaire est au cœur de la stratégie du Gouvernement.

Nous nous félicitons du consensus trouvé sur le présent texte. Notre groupe avait défendu une proposition de résolution sur le sujet, adoptée au Sénat en décembre 2022. Des moyens importants sont enfin annoncés pour faire du ferroviaire une grande cause nationale. Cette proposition de loi va dans le bon sens. Les Serms offriront un véritable maillage de transports dans nos grandes agglomérations.

Reste la question des moyens déployés. Seuls 765 millions d'euros ont été fléchés sur les cinq prochaines années, pour financer

des études. En matière d'investissement, les quelques milliards inscrits au projet de loi de finances 2024 sont bien insuffisants, quand le rapport du Conseil d'orientation des infrastructures chiffre les besoins entre 15 et 20 milliards d'euros(...)

La part du rail dans les transports de marchandises a été divisée par deux entre 2006 et 2019, au profit du transport routier, bien plus polluant. La ligne Flamboin-Montereau est sacrifiée, ainsi que les emplois qui vont avec : pourquoi ?

Dans le Projet de loi de finances, nous avons proposé d'allouer dès cette année 3,9 milliards d'euros au ferroviaire, sans succès. **Le groupe CRCE-K votera néanmoins ce texte, mais sera vigilant sur les décisions prises, car le futur du rail est en jeu. Depuis 1945, 20 000 kilomètres de lignes ont été abandonnés ! L'effort à accomplir est colossal.**

Vous avez la possibilité de porter réellement l'alternative que nous appelons de nos vœux. Nous avons envie de vous croire. Ne décevez pas les Français ! »

## Commémorations

Hommage aux fusillés du procès des 42 et des 16 Francs Tireurs et Partisans



**En janvier 1943, le tribunal militaire allemand juge à Nantes, lors d'une parodie de procès, 42 résistants communistes FTP. Ils seront 16, l'été de la même année, à être condamnés également.** Au total, 50 seront fusillés au terrain du Bêle parmi lesquels cinq républicains espagnols, sept seront déportés dont deux femmes résistantes. Les arrestations et les condamnations sont la suite des nombreuses actions armées (attentats contre des soldats allemands, sabotages industriels...) menées en Loire-Inférieure par les FTP, dont beaucoup sont nantais et rezéens. Il s'agissait d'actions pour venger les exécutions d'otages de 1941. Mais, à l'été 1942, la police anti-communiste réalise un énorme coup de filet et arrête 143 résistants communistes. Ils seront l'un des symboles de la répression de Vichy.

**Comme chaque année, le Comité départemental du souvenir organise, avec les municipalités concernées, des hommages en l'honneur de ces combattantes et combattants de l'ombre.**

- **Samedi 27 janvier** à 11h au terrain du Bêle à Nantes, puis à 14h30 place Jean Losq à Sainte-Luce-sur-Loire.

- **Dimanche 28 janvier** à 11h au cimetière de Divatte-sur-Loire (La Chapelle-Basse-Mer), pour les cinq républicains espagnols





**MOUVEMENT JEUNES COMMUNISTES DE FRANCE**  
**Loi immigration un sapin qui pique dur**



Étant donné que l'année 2023 n'avait apparemment pas été suffisamment scélérate pour les travailleurs, selon le patronat et le gouvernement, elle s'est clôturée par l'adoption d'une loi dite « immigration » (bien qu'elle touche au-delà de ce sujet).

Au programme, un sabotage, certes réalisé dans les règles de l'art, des fondations de la nation, héritées de la Grande Révolution Française. Rien de moins. Ce projet de loi, s'il manque de pragmatisme, répond aux désirs du patronat de réduire ses dépenses en aides sociales, de précariser tout un pan de la population et de diviser les masses laborieuses. De plus, il contribue à ancrer un peu plus le discours de l'extrême droite dans le débat public. Mais de qui se moque-t-on ? Qui peut sérieusement croire que remettre en question le droit du sol ou mettre fin à certaines allocations pour les étrangers améliorera les conditions de vie des travailleurs ?

Pourtant, contrairement à la réforme des retraites, cette modification n'a pas encore suscité de mobilisation populaire. Il est vrai que le choix opportun du calendrier, coïncidant avec les fêtes de fin d'année, et la dénomination de la loi, qui reprend la rhétorique de l'extrême droite instituée depuis de nombreuses années dans les médias, ne favorisent pas le camp des forces progressistes du pays.



C'est face à ce constat peu réjouissant que nous effectuons la transition vers 2024. Le samedi 6 janvier, la fédération de Loire-Atlantique du Mouvement des Jeunes Communistes de France organisait son banquet fédéral pour y présenter ses vœux. Nous tenions à remercier les camarades ayant répondu à notre invitation, et tout particulièrement les camarades du Parti Communiste Français, dont la venue en nombre a participé à la réussite de cet événement.

Cette année, les défis à relever, les revendications à défendre, et les éléments à construire au sein de notre fédération sont nombreux. En raison de notre croissance, nous prévoyons de mettre en place un Conseil Départemental, tout en animant nos différentes campagnes auprès de la jeunesse avec la même détermination que l'année précédente. Face à un énième remaniement gouvernemental, à la montée du fascisme, au sabotage de nos droits et de l'avenir de la jeunesse, le capitalisme ne nous laisse guère le choix. Nous adressons donc nos meilleurs vœux à nos camarades du Parti Communiste Français et anticipons des luttes communes et fructueuses tout au long de l'année 2024, que nous rendons propice à la diffusion des idées communistes.

**« Nouvelles de Loire-Atlantique »**

Directeur de la Publication : Pierre DAGUET  
 Commission paritaire : N°0325 P 11519  
 Imprimerie : IMPRAM Lannion  
 Composition : Clément CHEBANIER  
 Responsable de la rédaction : Pierre DAGUET  
 NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
 E-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
 Pedro MAIA Rémy BARRETEAU  
 Benoît LUSSEAU Alain BOURDEAU  
 Pascal DIVAY  
 Crédit photo de la cérémonie page 7 : Patrice MOREL

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel  
 Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées  
 Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

**Hommage à**

**Yann VINCE**



Yann Vince, c'est 55 ans de combats, 55 ans d'engagements au Parti Communiste Français, de luttes pour un monde de Justice, de Paix, de Liberté. Jo son père avait été résistant FTP avant de rejoindre le Parti en 1945. Yann a donc grandi dans une famille de communistes au cœur de la cité HLM du Château à Rezé. Lui adhère au PCF lors de la campagne présidentielle de Jacques Duclos en 1969, à l'occasion d'une immense manifestation à Paris, intitulée « La Jeunesse accuse le Capitalisme ».

Durant ces années-là, la vie politique est intense, active, dynamique. En 1972, Yann devient le responsable des Jeunes Communistes de Rezé, il milite dans le cercle Nazim Hikmet, du nom du poète communiste turc et son père Jo devient adjoint communiste à la mairie de Rezé.

Après une formation professionnelle, c'est aux archives de la ville de Rezé qu'il arrive. Il a appris très jeune que l'histoire, la connaissance et la compréhension fine des événements historiques étaient essentielles pour mieux comprendre le présent pour construire l'avenir. Cela va même devenir une passion, il aime sa ville de Rezé et il aime l'histoire, et cette même passion va s'entremêler pendant plus de 50 ans pour produire plusieurs ouvrages sur l'histoire de la commune, celles de ses rues, de ses châteaux et autres folies.

En 1982, il devient secrétaire de la section du PCF et rejoint rapidement l'équipe de direction de Loire-Atlantique. Yann est un homme ouvert aux sujets qui traversent la société, il va apporter son expertise et sa sensibilité auprès des députés dont notre camarade Jacky Hoffmann sur les sujets LGBT et ensuite lors de l'importante campagne sur le Pacs.

C'est en 2001, Yann adjoint au Maire à la ville de Rezé, quelques 30 ans après son père. Un mandat qu'il va investir sans relâche au service des habitants et de son territoire. C'est d'abord un militant bien sûr, mais c'est aussi un travailleur acharné et il aime cette tâche, celle des projets, du lien avec la population, du travail des dossiers avec les services comme élu Rezéen et comme vice-président à Nantes Métropole.

Dans la dernière période toujours aussi impliqué, c'est sur le livre du centenaire des communistes en Loire-Atlantique que Yann va s'investir. Fraternel mais exigeant, il va apporter ses connaissances et un travail déjà engagé préalablement. Nous présentons à ses proches, nos plus sincères condoléances.

**Huma café 2024**

Un vendredi par mois, 18 heures, Lieu Unique (Nantes)

- 19 janvier : Pédopsychiatrie : quelles réponses d'urgence face à la crise ? Avec Bernard Golse, pédopsychiatre et psychanalyste
- 9 février : Gilets jaunes et transition écologique : adhésion ou rejet ? Avec Matthieu Trichet, doctorant en économie
- 29 mars : Le dérèglement climatique et le niveau marin Avec Agnès Baltzer, spécialiste en géosciences marines
- 19 avril : Qu'est-ce que «l'Histoire populaire» ? Avec Alain Croix, historien
- 17 mai : Et si on repensait notre rapport à la Terre ? Avec Danouta Liberski-Bagnoud, ethnologue
- 21 juin : Les riches feraient-ils sécession ? Avec Monique Pinçon-Charlot, sociologue

**Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique**

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les *Nouvelles de Loire-Atlantique* ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM : .....PRENOM : .....  
 ADRESSE : .....  
 TEL : ..... EMAIL : .....

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros  
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES  
 Chèque à l'ordre de ADF44  
 Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)